Mouvement des Entreprises de France

Chômage : une baisse qui appelle à amplifier la politique de l’offre

Publié le 13 février 2020

Le chômage en France est à son plus bas niveau depuis 2008, ce qui est une bonne nouvelle pour notre pays. Cette baisse montre que la politique de l’offre produit ses effets et devrait inciter le gouvernement à amplifier son action pour atteindre l’ambition de 7% de chômage d’ici 2022.

Cette embellie est à mettre au crédit des entreprises privées : malgré une croissance économique faible en 2019, les entreprises ont mis à profit la trésorerie apportée par le remboursement des créances passées du CICE ainsi que la baisse des cotisations employeurs pour recruter davantage, avec des investissements très dynamiques (+4,2% de croissance entre 2018 et 2019). Elles ont utilisé les marges retrouvées pour créer des emplois (+210.000 dans le privé) et augmenter les salaires (+2,1%) à un rythme plus rapide que l’inflation. En y ajoutant la prime exceptionnelle, les entreprises se sont engagées en faveur du pouvoir d’achat en versant environ 19 milliards d’euros de rémunérations brutes en plus en 2019 par rapport à 2018.

C’est une bonne nouvelle qui en confirme d’autres, notamment l’amélioration de la qualité des emplois avec une hausse des embauches en CDI et CDD de plus d’un mois, et les bons chiffres de l’apprentissage.

La confiance des chefs d’entreprise est un élément déterminant pour soutenir la dynamique d’emplois dans notre pays. La baisse du chômage doit inciter les responsables politiques à écouter les entreprises et à tout mettre en œuvre pour renforcer la politique de l’offre qui a démontré son efficacité. On doit cesser d’opposer l’intérêt des entreprises à celui des salariés car l’économie ne fonctionne pas comme cela. Le meilleur moyen d’aider les ménages est de soutenir les entreprises.

La priorité à venir sera de recréer des gains de productivité. Cela nécessitera de la cohérence dans l’action, de la simplification et de la constance dans l'allègement du fardeau fiscal qui pèse sur les entreprises françaises. Le Medef est mobilisé en ce sens et attend du gouvernement des annonces fortes dans le cadre du pacte productif.